

## MEXIQUE : FICHE PAYS – MAI 2026



Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BBB/Baa2/BBB-

Monnaie locale : Peso mexicain (MXN) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -

### FORCES

- Taille du marché
- Proximité géographique et accord de libre-échange avec les Etats-Unis, malgré les incertitudes à CT
- Importante base industrielle
- Réserves en devises satisfaisantes

### FAIBLESSES

- Dépendance aux Etats-Unis pour les exportations, les transferts de migrants et l'investissement
- Déficit d'infrastructures, lacunes éducatives
- Faible développement du crédit bancaire
- Secteur informel encore important

## SYNTHÈSE :

**Évolution des risques :** En amélioration, malgré un contexte commercial toujours incertain à court terme.

### Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance :** La croissance devrait augmenter en 2026 (+1,6 % prévu après +0,6 % en 2025). La consommation privée bénéficierait de la revalorisation du salaire minimum, ainsi que d'un effet positif, bien que modéré, lié à l'organisation de la Coupe du monde. Toutefois, le climat d'incertitude persistant, en particulier autour de la révision de l'accord USMCA, continue de peser sur les décisions d'investissement. La banque centrale pourrait par ailleurs interrompre l'assouplissement de sa politique monétaire en cas de persistance des pressions inflationnistes.
- **Vulnérabilité des comptes publics :** Le déficit public s'est réduit en 2025 mais est resté relativement élevé (-4,9% du PIB après -5,8% en 2024). Le budget pour 2026 prévoit une réduction à -4,1% du PIB, tablant sur une modération des dépenses courantes et une augmentation des taxes. La poursuite de déficits élevés entretient la trajectoire haussière de la dette publique, sans toutefois constituer, à ce stade, une source de préoccupation majeure. Le Mexique continue en effet de bénéficier d'un accès favorable aux financements, tant sur le marché domestique qu'à l'international.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant s'est réduit en 2025 à -0,4% du PIB (après -0,9% du PIB en 2024), soutenu par le dynamisme des exportations qui a permis à la balance commerciale de dégager un léger excédent, malgré les tensions avec les États-Unis (de loin le 1<sup>er</sup> partenaire commercial). Il devrait demeurer globalement stable en 2026. Le peso a eu tendance à se réapprécier vis-à-vis de l'USD en 2025. Pour 2026, le consensus de marché reste positionné sur un peso relativement ferme face au dollar, soutenu par un différentiel de taux toujours porteur et une position externe résiliente. À fin 2025, les réserves de change couvrent la quasi-totalité de la dette publique externe, tandis que le pays bénéficie également d'une ligne de crédit flexible du FMI, lui offrant un accès rapide à des ressources en devises supplémentaires en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** le secteur bancaire est rentable et respecte les normes internationales en matière de solvabilité. Le taux de créances douteuses est en progression, mais reste limité, autour de 2,4% en septembre 2025.

### Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique :** La popularité de la présidente Claudia Sheinbaum constitue un facteur clé de stabilité politique, soutenue par sa capacité à mettre en œuvre son agenda et à gérer efficacement les relations avec les États-Unis, dans un contexte où l'opposition demeure fragmentée.
- **Climat des affaires :** Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement, ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. Sa proximité géographique et l'accord de libre-échange (UMSCA) avec les Etats-Unis et le Canada est un atout non négligeable, malgré le contexte commercial qui demeure incertain.

### Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique :** Le système énergétique mexicain repose essentiellement sur l'usage des sources fossiles (gaz en particulier) pour la production électrique. Le gouvernement prévoit cependant d'augmenter la part du renouvelable dans le mix électrique du pays d'ici 2030. Le pays est très vulnérable au changement climatique, les pénuries d'eau sont de plus en plus fréquentes.

## STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2020-2024 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Voitures, pièces, parts d'automobiles	24,5%	Machines, appareils électriques	20,0%	Etats-Unis d'Amérique	79,4%	Etats-Unis d'Amérique	42,9%
Machines, appareils mécaniques	17,7%	Machines, appareils mécaniques	16,2%	Canada	2,8%	Chine	19,7%
Machines, appareils électriques	17,4%	Voitures, parts, pieces auto	9,1%	Chine	1,7%	Corée, République de	3,6%
Pétrole	5,1%	Combustibles	8,0%	Allemagne	1,5%	Allemagne	3,4%
Instruments, appareils d'optique	4,5%	Matières plastiques et ouvrages en	5,5%	France (18ème)	0,2%	France (15ème)	0,8%

Source: Cnucead

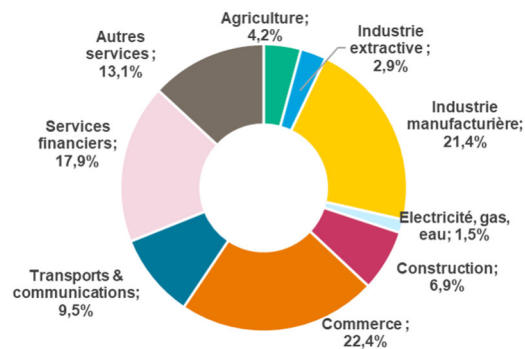


## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

MEXIQUE	2022	2023	2024	2025(e)	2026(p)	2027(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	1 467	1 794	1 830	1 833	2 121	2 222
<i>Rang PIB mondial</i>	15	15	15	15	14	13
Population (Mns)	130,0	131,1	132,3	133,4	134,4	135,4
<i>Rang Population mondiale</i>	11	10	10	10	10	10
PIB / habitant (USD)	11287,5	13683,7	13838,6	13741,3	15779,3	16411,7
Croissance PIB (%)	3,7	3,1	1,4	0,6	1,6	2,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,9	5,5	4,7	3,8	3,9	3,4
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	76,9	78,3	79,0	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	53,8	52,8	59,1	61,8	62,7	63,1
Solde public (% PIB)	-4,3	-4,3	-5,8	-4,9	-4,4	-3,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	17,2	18,6	20,0	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-1,3%	-0,7%	-0,9%	-0,4%	-0,4%	-0,5%
IDE (% du PIB)**	1,5%	1,7%	1,8%	1,7%	1,4%	1,1%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	3,5	3,6	3,7	4,0	4,0	4,0
Dette extérieure totale (% PIB)****	41,8%	34,8%	33,9%	36,2%	32,3%	32,6%
Dette extérieure CT (% PIB)*	3,7%	3,4%	3,3%	NA	NA	NA
Taux de change***	20,13	17,76	18,30	19,24	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	19,0	18,8	18,2	NA	NA	NA
Taux de NPL	2,1	2,1	2,2	NA	NA	NA
ROE	17,7	18,5	18,2	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	142	152	151	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (163 pays) <sup>a</sup>	68	69	72	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	66	67	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources: FMI,\*Banque Mondiale,\*\*Oxford Economics,\*\*\*T. Reuters, a : Eurostat, \*\*\*\*Fitch (avril 2026)<sup>b</sup> : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch;

### Mexique : Ventilation de la valeur ajoutée du PIB par secteurs en 2025



Source : Cepal



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Croissance prévue en hausse en 2026

En 2025, la croissance de l'économie mexicaine s'est tassée à **+0,6 %** (après +1,4 % en 2024), dans un contexte marqué par des tensions commerciales avec les États-Unis (principal partenaire). Les exportations ont constitué le principal moteur de l'activité, malgré l'introduction de droits de douane par les États-Unis. En effet, le traitement tarifaire s'est finalement avéré relativement favorable grâce à l'accord de libre-échange USMCA (États-Unis – Mexique – Canada) en vigueur (cf. Position extérieure).

En 2026, la croissance augmenterait mais resterait modérée, prévue autour de **+1,6%**. La consommation privée devrait être soutenue par la revalorisation du salaire minimum (+18% depuis janvier 2026<sup>1</sup>), ainsi que par l'effet positif mais modéré de l'organisation de la coupe du monde. Toutefois, la remontée de l'inflation constitue un facteur de risque susceptible de freiner cette dynamique de consommation. Dans ce contexte, la poursuite de l'assouplissement monétaire semble peu probable à court terme (cf. ci-dessous). L'investissement privé resterait peu dynamique, pénalisé par les incertitudes persistantes autour de la révision en cours de l'accord USMCA, qui affectent la confiance.

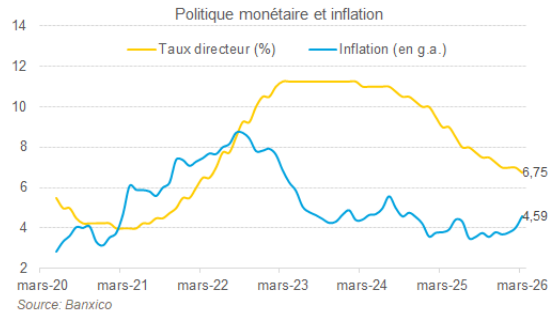
L'investissement public resterait par ailleurs limité, contraint par le processus de consolidation budgétaire en cours, malgré la mise en place de tarifs douaniers supposés venir en soutien (cf. Finances publiques).

### • Vers une pause dans l'assouplissement monétaire

L'inflation a augmenté à **+4,6% en g.a. en mars 2026** (après +4,0% en février), soit son niveau le plus élevé depuis octobre 2024. Cette évolution est tirée par la hausse des prix alimentaires (fruits et légumes) et de l'énergie.

L'inflation est ainsi repassée au-dessus de la fourchette cible de la banque centrale, fixée à **3 % (±1 %)**. Dans ce contexte, la banque centrale devrait adopter une approche prudente, après avoir réduit son taux directeur de 325 pdb depuis 2025, pour le porter à **6,75 %** en mars 2026. Le choc pétrolier pourrait également limiter la capacité de la Réserve fédérale américaine à poursuivre ses baisses de taux, ce qui restreindrait indirectement la marge de manœuvre de la

banque centrale mexicaine. Les marchés anticipent un taux directeur autour de **6,5 %** à la fin de l'année 2026.



### • Un système bancaire solide malgré une légère baisse de la rentabilité

Le secteur bancaire mexicain est rentable et bien capitalisé. Les banques commerciales affichent cependant une légère baisse de la rentabilité avec un ROE à **16,9%** en septembre 2025 (après **18,5%** en septembre 2024).

Le système bancaire mexicain respecte par ailleurs les normes internationales en matière de solvabilité. Le capital des banques représenterait près de **18,7%** du total des actifs pondérés par les risques en septembre 2025 (contre **19,3%** en septembre 2024) et reste bien au-dessus des préconisations de Bale III (**10,5%**).

Les créances douteuses restent par ailleurs faibles, bien qu'en légère progression à **2,4%** du total du portefeuille de prêts en septembre 2025 (**2,2%** en septembre 2024), mais demeurent bien provisionnées.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

### • Le processus de consolidation budgétaire devrait se poursuivre

Le déficit public s'est réduit à **-4,9% du PIB en 2025** (après **-5,8%** en 2024), grâce à la baisse des investissements publics mais est resté en deçà de l'objectif budgétaire initial fixé à **-3,9%**. La faiblesse de la croissance, ainsi que le règlement exceptionnel des arriérés de dettes fournisseurs de Pemex, ont limité l'ampleur de la consolidation sur la période.

Pour 2026, le gouvernement prévoit de ramener le déficit à **-4,1% du PIB**. Cette réduction reposerait sur des efforts pour contenir les dépenses courantes, sur des hausses de taxes indirectes (boissons sucrées notamment), ainsi que sur l'instauration de droits de douane<sup>2</sup>, avec l'objectif de soutenir l'investissement public.

<sup>1</sup> Le salaire minimum général au Mexique a augmenté de 13 %, tandis que dans la Zone Libre de la Frontière Nord (ZLFN), où les règles (notamment salariales et fiscales) sont plus favorables pour stimuler l'activité et l'emploi, la hausse du salaire minimum été plus limitée, à 5 %.

<sup>2</sup> Depuis le 1er janvier 2026, le Mexique applique des droits de douane compris entre 5 % et 50 % sur les produits importés en provenance de pays ne disposant pas d'accord de libre-échange, dont la Chine.

Certains accords commerciaux, lorsqu'ils sont partiels, peuvent toutefois donner lieu à des exonérations limitées selon les secteurs concernés. Dans la pratique, les taux appliqués se situent le plus souvent entre 25 % et 35 %, en fonction des produits.

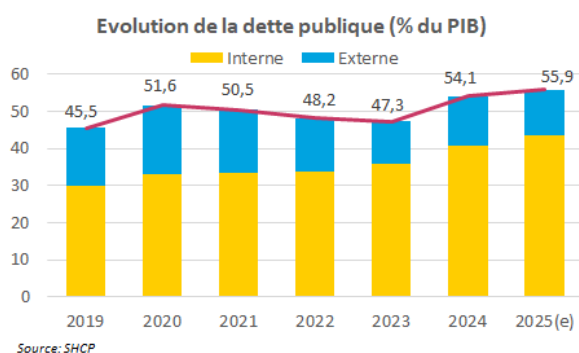


**La hausse des coûts de l'énergie devrait avoir un impact neutre sur les finances publiques.** Le surcroît de recettes pétrolières liée à la hausse des prix mondiaux serait en partie compensé par le coût lié aux mesures de maintien des prix à la pompe, notamment les ajustements à la baisse de la taxe IEPS<sup>3</sup>.

**Un dérapage dans les objectifs de dépenses ne peut toutefois être exclu,** en raison des impératifs sécuritaires visant à répondre aux attentes américaines, ainsi que des besoins de l'entreprise de pétrole nationale, PEMEX, susceptibles de nécessiter un nouveau soutien financier de l'État.

- **Vers une hausse de la dette publique**

**En 2025, la dette publique est estimée à 55,9 % du PIB** (après 54,1% du PIB en 2024) selon la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (SHCP)<sup>4</sup>. Pour 2026, le FMI comme la SHCP anticipent la poursuite de la tendance haussière sous l'effet d'un déficit encore élevé.



**Malgré cette trajectoire haussière, le niveau d'endettement ne constitue pas, à ce stade, une source de vulnérabilité majeure.** Le financement repose largement sur un marché domestique profond et liquide, avec près de 78 % de la dette libellée en pesos à fin 2025. Le Mexique bénéficie par ailleurs d'une position de liquidité externe solide (cf. position externe) et demeure l'un des rares pays de la région à conserver une notation en catégorie « investissement » auprès des principales agences de notation.

**La situation de Pemex demeure cependant un facteur de vulnérabilité pour les finances publiques.** Les transferts budgétaires réguliers mis en place pour soutenir le service de la dette de PEMEX se traduisent en effet par une migration progressive de son endettement vers le bilan souverain, renforçant l'exposition du gouvernement fédéral aux risques liés à la compagnie pétrolière. **Cette dynamique s'est renforcée en 2025, avec une injection exceptionnelle de 10 Md\$ visant à financer le rachat anticipé d'obligations de PEMEX, afin d'alléger le profil de remboursement de l'entreprise.** Malgré ces mesures de soutien, la situation financière de l'entreprise reste fragile. **PEMEX continue d'accumuler des pertes récurrentes,** reflétant des faiblesses structurelles, en particulier dans le segment du raffinage, ainsi que des

contraintes opérationnelles et financières qui pèsent sur sa rentabilité et limitent ses perspectives d'amélioration à court terme.

### 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Une intégration commerciale forte sous contraintes protectionnistes**

**Les États-Unis sont de très loin le premier partenaire commercial du Mexique :** environ 80 % de ses exportations sont à destination des États-Unis, soit 27% du PIB du pays en 2024. Le pays demeure ainsi particulièrement sensible aux aléas de la politique commerciale américaine.

**Les exportations mexicaines sont majoritairement composées de biens industriels et de pétrole.** Les marchandises exportées sont le plus souvent fabriquées dans les maquiladoras, usines implantées dans des zones franches situées près de la frontière américaine. Les composants y sont importés<sup>5</sup> (généralement du nord du continent) avant d'être réexportés après assemblage sous forme de produits finis.

**Malgré les tensions commerciales, l'accord de libre-échange USMCA est resté globalement inchangé.** Les biens conformes aux règles d'origine de l'USMCA ont été exemptés de droits de douane instaurés dans le cadre des tarifs réciproques globaux (IEEPA), ainsi que du droit additionnel de 10 % appliqué en vertu de la Section 122, après invalidation par la Cour suprême des États-Unis des droits fondés sur l'IEEPA. En revanche, l'imposition de droits de douane de 25% sur les exportations automobiles (avec un mécanisme de remboursement pour la part de contenu américain) et 50 % sur l'aluminium et l'acier restent toujours en vigueur.

**Les négociations autour de l'avenir de l'accord de libre échange ont été officiellement lancées le 18 mars dernier, en amont de l'échéance formelle prévue le 1<sup>er</sup> juillet 2026. Le processus de révision ouvre trois scénarios possibles :**

- la ratification** avec une prolongation de l'accord de 16 années supplémentaires, garantissant une stabilité durable des relations commerciales nord-américaines.
- la non-ratification** qui maintiendrait l'accord en vigueur jusqu'à son échéance prévue en 2036, mais sous réserve d'examen annuel, introduisant une incertitude persistante.
- la résiliation de l'accord** qui permettrait à l'une des parties de s'en retirer unilatéralement avec un préavis de six mois.

**Un scénario de remise en cause majeure de l'accord apparaît peu probable, compte tenu des coûts politiques et économiques élevés qu'il impliquerait.** Un retrait de l'accord nécessiterait par ailleurs l'approbation du Congrès américain.

- **Réduction du déficit courant**

<sup>3</sup> L'IEPS est une taxe incluse dans le prix des carburants, que les autorités peuvent ajuster afin de limiter les variations des prix à la pompe.

<sup>4</sup> En raison de différences méthodologiques, le FMI estime la dette à 61,8 % du PIB en 2025

<sup>5</sup> Les importations sont plutôt constituées de composants électriques, électroniques et mécaniques, de produits intermédiaires et de biens d'équipement, dont près de la moitié proviennent des États-Unis.



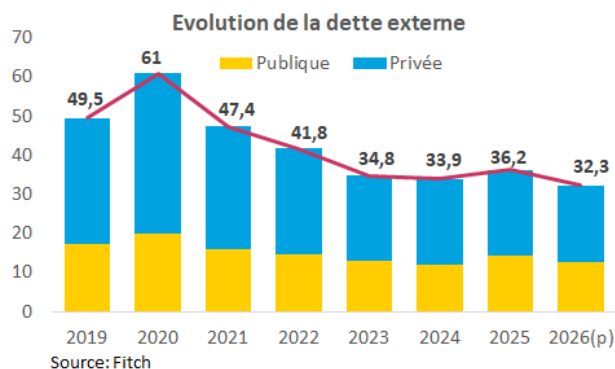
**En 2025, le déficit courant s'est réduit à -0,4% du PIB** (après -0,9% du PIB en 2024), sous l'effet du dynamisme des exportations (+7,6% par rapport à 2024), qui a permis à la balance commerciale de dégager un léger excédent. Cette amélioration a permis de compenser en partie le déficit de la balance des revenus, les transferts des fonds de travailleurs expatriés ayant reculé de **4,6% en 2025<sup>6</sup>**.

**Pour 2026, le déficit courant est attendu stable, autour de -0,4% du PIB.** Les perspectives demeurent toutefois entourées de nombreuses incertitudes, liées notamment au risque, même si faible, de révision de l'accord USMCA, et à un environnement commercial volatil susceptible de peser sur les exportations mexicaines. L'évolution des envois de fonds des travailleurs expatriés (4 % du PIB en 2024) reste également incertaine, dépendant à la fois des orientations de la politique migratoire américaine et de la solidité du marché du travail aux États-Unis.

- **Un endettement externe public modéré**

**La dette externe mexicaine atteint 36% du PIB en 2025**, dont 39% de part publique. **La dette externe publique n'est pas source de risque.** Le pays dispose d'un accès aisé aux différentes sources de financement favorisé notamment par son rating « *investment grade* » auprès 3 principales agences de notation.

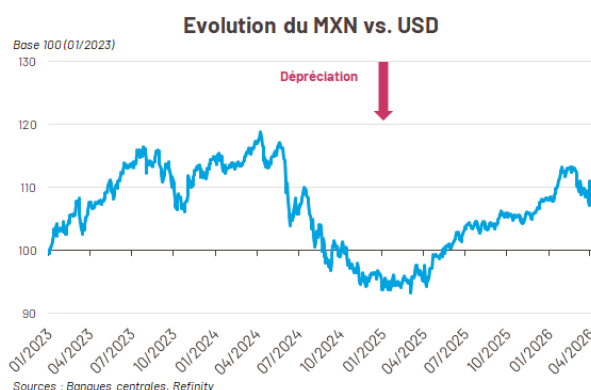
Les réserves en devises du pays (estimées à 255,9 Md\$ fin 2025) couvrent par ailleurs la quasi-totalité de la dette externe souveraine (environ 260 Md\$). Le pays dispose également d'une [ligne de crédit flexible](#) de 24 Md\$ auprès du FMI, lui permettant de disposer de ressources financières supplémentaires, renforçant ainsi la position de liquidité externe du pays.



- **Un peso prévu relativement ferme face à l'USD en 2026**

**Après une phase de dépréciation du peso face au dollar en 2024**, d'abord liée aux incertitudes entourant la politique domestique (contexte électoral, réforme du système judiciaire<sup>7</sup>), puis à celles entourant l'élection

américaine (droits de douane, politique migratoire), **la monnaie mexicaine s'est réappréciée en 2025.** Cette évolution a été soutenue par la faiblesse du dollar, la capacité de la présidente Sheinbaum à négocier avec l'administration Trump, ainsi que par l'amélioration du solde courant.



**Pour 2026, les marchés prévoient le maintien d'un peso relativement solide face au dollar**, soutenu par un différentiel de taux et une position externe favorables. L'incertitude persistante entourant la révision de l'accord UMSCA, **pourrait toutefois limiter les performances du peso dans le courant de l'année.** À noter que la Banque centrale dispose d'importantes réserves de change et d'une ligne de crédit flexible auprès du FMI, lui permettant d'intervenir sur le marché du change en cas de besoin.

## 4. ASPECTS POLITIQUE ET GOUVERNANCE

- **Une présidente toujours populaire**

**Au pouvoir depuis octobre 2024, la présidente Claudia Sheinbaum, du parti de gauche (Morena) conserve un niveau de popularité élevé, globalement stable depuis son entrée en fonction.** Cette assise repose à la fois sur la majorité parlementaire dont dispose Morena avec ses alliés, facilitant la mise en œuvre de l'agenda politique, et sur la poursuite de politiques sociales ciblées. Elle bénéficie également de sa gestion jugée efficace des relations commerciales avec les États-Unis, qui a contribué à renforcer sa crédibilité. Dans ce contexte, la fragmentation persistante de l'opposition limite sa capacité à structurer une alternative crédible et à capitaliser sur les épisodes de mécontentement social.

**Les relations entre le Mexique et les États-Unis restent tendues**, dans un contexte marqué par un durcissement des positions américaines. **Les principaux points de friction concernent le**

<sup>6</sup> La baisse observée s'expliquerait principalement par les évolutions démographiques de la population mexicaine aux États-Unis et par l'augmentation des expulsions. Le Mexique serait le pays latino-américain ayant enregistré le plus grand nombre de retours : plus de 100.000 expulsés, soit 53 % de l'ensemble des expulsions de ressortissants latino-américains depuis les États-Unis sur les 10 premiers mois de 2025, selon la [presse](#).

<sup>7</sup> Alors que la victoire de la présidente Claudia Sheinbaum, du parti MORENA (parti du président sortant) était anticipé par les marchés,

l'obtention par le MORENA de la majorité qualifiée au sein de la chambre basse du Congrès a suscité des inquiétudes, même si le parti n'a finalement pas obtenu cette même majorité au Sénat. Les marchés craignaient notamment l'adoption des réformes constitutionnelles proposées par l'ancien président, mais bloquées par le Congrès, telles qu'une modification de la réforme du marché de l'énergie, qui renforcerait la participation de l'État dans ce secteur, ou celle du système judiciaire qui a finalement été approuvé par le 11 septembre 2024.



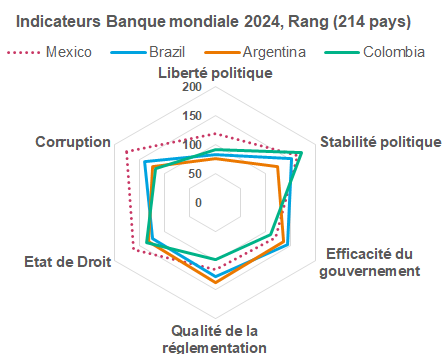
**commerce et la sécurité aux frontières.** Le président américain met particulièrement l'accent sur le déficit commercial des États-Unis vis-à-vis du Mexique, ainsi que sur les liens économiques de ce dernier avec la Chine.

Dans ce contexte, la présidente Claudia Sheinbaum entend tirer parti de la dynamique de relocalisation des chaînes de valeur « *nearshoring* » afin d'attirer les investissements au Mexique, notamment via son initiative « Plan Mexico ». Ce programme de moyen-long terme vise en particulier à substituer une partie des importations, notamment en provenance d'Asie, par une production locale<sup>8</sup>. La présence d'intrants industriels chinois dans les échanges commerciaux entre le Mexique et les États-Unis demeure en effet un sujet d'attention entourant la révision en cours de l'accord de libre-échange.

- **Des indicateurs de gouvernance moins performants que ceux des grands pays de la région**

**Le Mexique dispose d'un cadre juridique favorable à l'investissement privé et étranger** (protection assurée par la loi), ainsi qu'une trentaine d'accords de promotion et de réciprocité des investissements. **Sa proximité géographique avec les États-Unis et l'accord UMSCA constituent un atout**, malgré les incertitudes entourant la politique commerciale américaine. **La mise en place du « Plan Mexico » devrait aider à pallier les insuffisances d'infrastructures** (énergie, transports) **et d'accès au financement des PME**, et plus généralement améliorer l'environnement des affaires à plus long terme.

En matière de gouvernance, le Mexique présente des performances plus faibles que celles des principales économies de la région en matière de lutte contre la corruption, de liberté politique et d'État de droit, au regard des indicateurs de la Banque mondiale (cf. graphique ci-dessous).



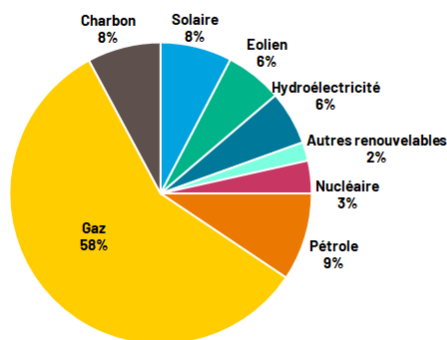
**Note de lecture :** plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

## 5. POLITIQUE CLIMAT

**La production d'électricité au Mexique repose essentiellement sur les énergies fossiles (surtout gaz naturel mais aussi pétrole et charbon dans une moindre mesure – au total environ 75% de la production électrique en 2023).** La **part des énergies renouvelables dans le mix énergétique**, bien qu'encore minoritaire, **tend cependant à augmenter**<sup>9</sup>. Le gouvernement prévoit en outre le développement de 51 projets, dans le cadre de son Plan National de Développement (2025-2030), qui permettraient de générer plus de 22.000 MW d'électricité supplémentaires d'ici 2030, dont 45% via des sources renouvelables.

**Le Mexique est signataire des Accords de Paris** et a réaffirmé en 2020 son engagement à réduire ses émissions de CO2 de 51% à l'horizon 2050, par rapport à un scénario tendanciel d'émissions à horizon 2030, sans mise en œuvre de mesures<sup>10</sup>. **Le pays est par ailleurs très vulnérable au changement climatique.** Les vagues de chaleur record, des périodes de sécheresses croissantes, affectent la production agricole du pays. L'écourtement de la saison des pluies conduit par ailleurs à des [pénuries d'eau](#) de plus en plus fréquentes, notamment dans la capitale du pays.

**Mexique : production d'électricité par sources, en % (2023=354,86 TWh)**



Source : Ember, 2025

<sup>8</sup> Le gouvernement compte ainsi générer des milliers d'emplois sur le territoire mexicain et répondre aux exigences grandissantes du gouvernement américain en matière de contenu nord-américain des intrants industriels.

<sup>9</sup> La part des renouvelables dans le mix électrique est passée de 16,7% en 2019 à 21,9% en 2024. Source : Ember

<sup>10</sup> Le Mexique fait par ailleurs partie du projet « *Deep Decarbonization Pathways* », dont l'objectif principal est de contribuer à la construction des politiques climatiques, en lien avec l'Accord de Paris. Ce projet est mené en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement (BID), l'AFD et l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.